

## **L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et des ministres sud-africains examinent la situation dans la région et préconisent une intervention militaire urgente contre les FDLR**

Pretoria, le 16 janvier 2015 – L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M. Saïd Djinnit, achève sa visite à Pretoria aujourd'hui. Il a tenu des consultations approfondies avec la Ministre des relations internationales et de la coopération, Mme Maite Nkoana-Mashabane, la Ministre de la défense, Mme Nosiviwe Mapisa-Nqakula, et le Ministre de la sécurité d'État, M. David Mahlobo. Ensemble, ils ont examiné la situation actuelle dans la région des Grands Lacs en se concentrant sur les questions politiques et de sécurité urgentes ainsi que sur les moyens de donner une impulsion à la coopération et au développement économiques régionaux sur le long terme. Ils sont également convenus d'unir leurs efforts pour améliorer la situation catastrophique des femmes dans la région, des milliers d'entre elles subissant quotidiennement des violences indescriptibles en raison du conflit.

Les discussions ont plus particulièrement porté sur la nécessité d'agir avec détermination contre les groupes armés dans l'est de la RDC, notamment le Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et les Forces démocratiques alliées, qui continuent de faire des ravages parmi les civils et dont les agissements minent toujours la confiance et la coopération dans la région. L'Envoyé spécial a loué l'Afrique du Sud pour sa contribution à la paix et la stabilité dans l'est de la RDC et dans la région, et a félicité les troupes sud-africaines pour leur participation au sein de la Brigade d'intervention des Nations Unies en RDC.

« Nous continuons d'être les témoins d'actes de violence horribles perpétrés par des groupes armés illégaux qui sévissent dans l'est de la RDC et dont les victimes sont souvent des femmes et des enfants. Le délai de six mois que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe ont accordé aux FDLR pour leur désarmement volontaire a expiré le 2 janvier. Aucun progrès n'ayant été enregistré en ce sens, le Gouvernement de la RDC et la MONUSCO devraient désormais entamer sans tarder des actions militaires », ont indiqué M. Djinnit et les Ministres sud-africains dans une déclaration conjointe.

Le Conseil de sécurité a demandé que des opérations soient menées conjointement par les forces armées de la RDC (FARDC) et la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). L'efficacité de ces opérations a été récemment démontrée lors d'actions de la FARDC-MONUSCO contre les Forces nationales de libération dans l'est de la RDC, auxquelles ont participé des troupes sud-africaines au sein de la Brigade d'intervention de l'ONU et, plus récemment, contre le Front de résistance patriotique de l'Ituri, à Aveba.

« Je remercie le Gouvernement sud-africain de l'appui sans faille qu'il apporte à la Brigade d'intervention et j'attends avec intérêt qu'une action militaire rapide et décisive soit menée à l'encontre des FDLR, dans le cadre de laquelle tous les moyens seront mis en œuvre pour protéger la population civile » a indiqué l'Envoyé spécial. Les deux entités sont également convenues de l'urgence de procéder à la pleine et entière mise en œuvre des Déclarations de Nairobi issues du Dialogue de Kampala. La prochaine étape clef serait le rapatriement des combattants de l'ex-M23 d'Ouganda et du Rwanda en RDC, en allant au-delà des premières phases de rapatriement d'ex-combattants d'Ouganda.



« Il est temps que cette région tourne la page, qu'elle s'attaque aux causes profondes des cycles récurrents de violence qu'elle connaît et lève les obstacles au progrès afin de profiter pleinement des innombrables possibilités commerciales et de développement économique dont elle dispose par le biais de la coopération » a déclaré M. Djinnit, qui s'est par ailleurs félicité de l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence sur l'investissement du secteur privé dans la région des Grands Lacs qui se tiendra en 2015 avec l'appui de l'Afrique du Sud.

« La Conférence visera à stimuler la croissance et les investissements régionaux, à offrir des débouchés concrets aux populations des Grands Lacs, en particulier les femmes et les jeunes, et à montrer que la région est prête à s'ouvrir aux affaires. Le chemin vers une paix durable dans les Grands Lacs passe par le développement et la coopération économiques, et je suis très satisfait de l'appui offert par l'Afrique du Sud dans ce domaine ».

La visite de l'Envoyé spécial a lieu deux semaines avant une importante réunion des chefs d'État de la région organisée dans le cadre du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, qui aura lieu le 31 janvier à Addis-Abeba, en marge du sommet de l'Union africaine. L'Afrique du Sud est l'un des 13 pays signataires de l'Accord-cadre. Avec la Tanzanie et le Malawi, elle contribue également à la Brigade d'intervention de l'ONU dans l'est de la RDC, qui opère dans le cadre de la MONUSCO.